

d'une façon éloquente par mon collègue de Richelieu, il a peur à ce moment-là qu'on tente de préparer d'une façon plus hâtive une loi les obligeant à retourner au travail. Ils craignent un peu depuis déjà quelques heures. Est-ce que la crainte...

● (0320)

Je n'ai pas de détails à donner parce qu'il y a une partie que je peux dire, et l'autre ne concerne pas la Chambre.

Celle qui nous concerne, je vais la dire. Quand on parle d'un ami, qu'on parle d'un ouvrier, si on n'a pas le respect de l'amitié d'un ouvrier qui vous fait un témoignage quelconque pour vous confier un secret, c'est une preuve qu'on n'a pas de dignité du tout.

Alors la partie que je dois dire, relativement à un homme que je n'ai pas nommé et que je ne nommerai pas, c'est qu'il a peur que le gouvernement, et surtout quand il fait allusion au ministre de l'Agriculture (M. Whelan), que le gouvernement procède d'une façon trop rapide pour arriver à prendre une décision d'ici quelques heures. J'ai répondu: il n'est pas question de quelques heures.

Une voix: Non.

M. Boulanger: Il est question de vous permettre de vous servir de tous vos droits, de tous vos privilèges, car votre grève est légale, et de vous servir de tout cela pour vous défendre. Mais par contre, chez nous, au gouvernement, et je parlais du Parlement à ce moment-là, les députés tant au pouvoir que ceux de l'opposition, eux aussi ont un devoir à remplir, celui de savoir si la nation canadienne est bien servie. Dans le moment, il n'y a pas d'erreur, vous privez une partie des revenus des cultivateurs et de même, créez un danger pour priver le consommateur. Dans quelques semaines, si jamais cela va à quelques semaines, il y aura danger de priver la population de nourriture et par le fait même danger de spéculation appelée «marché noir» des prix, etc.

Alors, nous avons un devoir à remplir, et il faut prendre une décision. Notre ami de Bellechasse, je suis d'accord, a été sérieux. Par ailleurs, l'expert de la région de Joliette, mon ami le député (M. La Salle), je lui dis: Ça fait peut-être moins sérieux. Quand on sait qu'il se prétendait, à un moment donné, défenseur du Québec, du Canada français, et qu'il a quitté le parti parce qu'il était mal servi dans ce parti-là, il n'a pas encore lui non plus réussi à convaincre quiconque de son groupe de l'Ouest de nous aider à travailler à amener de l'ordre dans l'Est du pays, puis amener de la justice. Vous ne l'avez pas fait.

Et c'est la première fois, monsieur l'Orateur, que je l'attaque à la Chambre...

M. La Salle: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

M. Boulanger: C'est la première fois que je l'attaque à la Chambre, et je n'ai pas fini.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. A l'ordre. L'honorable député de Joliette invoque le Règlement.

M. La Salle: J'invoque le Règlement, monsieur le président, étant donné les propos du député de Langelier...

Des voix: De Mercier!

M. La Salle: Non, de Mercier (M. Boulanger).

Étant supposé que le parti conservateur progressiste n'était pas sensible aux intérêts du Québec, il est peut-être

Grève des débardeurs

arrivé en retard dans ce débat, et comme il a rencontré un débardeur, je crois, j'imagine, qui a pris une partie de son temps, j'aimerais lui dire que jamais on a eu une collaboration et un appui venant de représentants de toutes les provinces à l'intérieur de ce parti en fonction du problème qui se passe au Québec, comme plusieurs députés au pouvoir ont manifesté des intérêts du Québec, également, ceux du Crédit social.

Alors, je pense que le député de Mercier est en retard dans ses nouvelles.

M. Boulanger: Je l'inviterai à passer à un autre parti.

Je ne sais pas, monsieur l'Orateur, si c'est un rappel au Règlement, mais il a très bien compris que je ne fais aucunement allusion à ce que le parti conservateur progressiste vient de dire ce soir; je fais allusion à son passé, puis il sait très bien ce que je veux dire, il m'a très bien compris. Cependant je veux lui faire la preuve ce soir que ce n'est pas facile chez vous dans votre groupe de l'opposition officielle, avec une poignée de trois bons gars du Québec, de vous faire comprendre par les millionnaires de l'Ouest. Là vous le savez maintenant.

C'est nous autres, les gars de l'Est, du Québec, des Maritimes ou d'ailleurs, qui sommes incapables de nous faire comprendre dans votre parti et vous ne le réalisez même pas encore. Vous essayez de blâmer le gouvernement, c'est-à-dire le parti libéral qui dirige le pays. Vous devriez au moins comprendre que nous avons une majorité absolue, un mandat de la population, et cela veut dire: On vous fait confiance, dirigez-le donc le pays. Il y a une expression anglaise qui dit: *A government must govern*. Mais on est assez diplomate pour se choisir un ministre de l'Agriculture typique, un expert dans le métier. Il n'est pas comédien, il n'a pas envie de faire des farces.

C'est un ministre de l'Agriculture qui a une responsabilité, et il entend la prendre et il entend remplir son devoir. Mais il y a des petits politiciens de l'opposition dans le Crédit social ou vous autres qui pensent de tout régler les troubles du monde d'un coup de crayon. Cela, c'est de la «bouffonnerie». On n'entend cela rien qu'ici. Il est temps que quelqu'un parmi nous autres vous l'apprenne. De la démagogie, c'est facile d'en faire. Critiquer, il n'y a rien de plus simple que cela. Mais à quel moment vous autres vous avez fait des miracles quand vous avez eu un petit pouvoir à Vancouver, en Colombie-Britannique, vous avez vu ce qui est arrivé. En tout cas, on n'en parlera pas, je ne veux pas m'éloigner du sujet. D'ailleurs, je n'ai pas dit à l'honorable député de Joliette que j'avais rencontré le débardeur, je lui ai dit que je lui avais parlé au téléphone; donc je n'ai pas rencontré le débardeur, on s'est parlé au téléphone.

Pour en revenir à ce qu'il me disait, il est vrai que j'ai entendu mes collègues dire à l'honorable ministre: Vous allez prendre une action immédiate, y voir immédiatement. D'accord, moi je vous parle peut-être comme un Montréalais qui est avec l'ouvrier et les collets bleus à journée, les fins de semaine surtout pour bien parler. Je vous «échauffe». D'accord, il faut prendre des mesures importantes, mais attention: Il ne faut pas faire non plus à nos débardeurs de chez nous ce qu'on n'a pas osé faire à ceux de l'Ouest, il ne faut pas aller trop «raide» non plus. N'oubliez pas que dans l'Ouest, avant qu'eux commencent à décider qu'on devrait prendre des mesures d'urgence, ils nous ont demandé, ils ont même critiqué et ils nous ont presque obligés à laisser «aller» presque sept semaines, je ne vous demande pas cela de perdre sept semaines, parce que c'est vraiment un cas d'urgence, mais je demande à l'honorable ministre de l'Agriculture, même que mes collè-